

Art. 5. — Les dispositions de l'article 3 ci-dessus relatives à la notation sont applicables aux examens professionnels.

En outre, il est attribué aux candidats à l'examen professionnel, par l'ingénieur en chef, sur le rapport du conducteur des travaux publics de l'Etat, de l'ingénieur subdivisionnaire et la proposition de l'ingénieur d'arrondissement, une note professionnelle variant de 0 à 20 et affectée du coefficient 13. Cette note exprime l'appréciation de l'ingénieur en chef sur la valeur professionnelle du candidat et son aptitude à remplir les fonctions de conducteur des travaux publics de l'Etat. Toute note professionnelle inférieure à 12 entraîne l'élimination du candidat. Les candidats sont classés, par ordre de mérite, d'après les totaux de points obtenus aux épreuves majorées du produit par le coefficient 13 de la note professionnelle.

Art. 6. — Le jury de chaque zone arrête trois listes, par ordre de mérite, des candidats admis respectivement au concours visé au 1^{er} de l'article 6, au concours visé au 2^o de l'article 6 et à l'examen professionnel visé à l'article 8 du décret du 16 octobre 1961 susvisé.

Puis le président du jury adresse à chaque ingénieur en chef des ponts et chaussées de sa zone les listes d'admission. Il indique les ingénieurs en chef qui détiennent les dossiers de candidature. Le classement départemental est établi compte tenu du rang de classement des candidats pour la zone. Les candidats sont affectés compte tenu de leur rang de classement, du nombre de postes offerts dans chaque département et des préférences exprimées quant à l'affectation.

Le président du jury signale éventuellement aux candidats qui n'ont pu être nommés dans aucun département de leur choix les postes restant à pourvoir dans d'autres départements; il informe les ingénieurs en chef de ces départements du nom de ces candidats et de leur centre de concours ou d'examen. Ces candidats doivent faire connaître le cas échéant aux ingénieurs en chef de ces départements s'ils acceptent l'affectation qui leur est proposée bien que n'en ayant pas fait mention lors de la constitution de leur dossier.

Les candidats peuvent aussi être nommés dans un département d'une autre zone si tous les postes offerts dans la zone où ils ont concouru ont déjà été pourvus.

Les candidats qui n'ont pu être affectés dans un département de leur choix et qui refusent un poste dans un autre département perdent le bénéfice de leur admission.

L'utilisation éventuelle des postes offerts au titre de l'article 6 (1^o) du décret du 16 octobre 1961 susvisé au profit de candidats se présentant au titre de l'article 6 (2^o) de ce décret se fait dans les conditions prévues à l'article 7.

Art. 7. — Sont abrogées toutes dispositions contraires aux dispositions qui précèdent.

Art. 8. — Le directeur du personnel, de la comptabilité et de l'administration générale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 4 mai 1964.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
PIERRE PANARD.

Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

*Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique,*
MARCEAU LONG.

Octroi à une société d'une autorisation d'outillage privé, avec obligation de service public, au port de Saint-Pierre-des-Embiez.

Le ministre des travaux publics et des transports,

Vu le code des ports maritimes, et notamment le titre II du livre II;

Vu la demande d'autorisation d'outillage privé avec obligation de service public présentée le 16 juin 1962 par la S. A. R. L. Le Domaine des Embiez;

Vu l'enquête ouverte sur cette demande, et notamment l'avis de la commission permanente d'enquête du port du Brusc en date du 23 juillet 1963,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La S. A. R. L. Le Domaine des Embiez est autorisée à exploiter un outillage privé, avec obligation de service public, au port de Saint-Pierre-des-Embiez, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 mai 1964.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
PIERRE PANARD.

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret du 13 mai 1964

portant création d'un collège littéraire universitaire à Reims.

Par décret en date du 13 mai 1964 est approuvée la délibération en date du 13 janvier 1964 du conseil des établissements d'enseignement supérieur de l'académie de Reims portant création à compter du 1^{er} octobre 1964 d'un collège littéraire universitaire à Reims.

Décret du 13 mai 1964 portant nomination d'un directeur d'études à l'école pratique des hautes études.

Par décret du Président de la République en date du 13 mai 1964, M. Lucien Bernot, chargé de recherche au centre national de la recherche scientifique, est nommé, à dater du 1^{er} avril 1964, directeur d'études non cumulant à la section des sciences économiques et sociales (6^e section) de l'école pratique des hautes études, en remplacement de M. Balazs, décédé.

Titres et diplômes prévus pour la classification des maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret n° 62-379 du 3 avril 1962 fixant les dispositions applicables aux maîtres auxiliaires;

Vu l'arrêté du 1^{er} août 1962, complété par celui du 26 décembre 1963, fixant les titres et diplômes prévus pour la classification des maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive;

Vu l'arrêté du 10 janvier 1963, modifié par celui du 22 novembre 1963, créant une commission nationale chargée d'examiner les demandes d'équivalence de diplômes;

Sur proposition de la commission réunie le 3 février 1964,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La liste des titres et diplômes prévus par l'article 1^{er} de l'arrêté du 1^{er} août 1962 et l'article 1^{er} de l'arrêté du 26 décembre 1963 est complétée comme suit :

CATÉGORIE I

Certificat d'aptitude au professorat de la ville de Paris.

Diplôme de conseiller sportif, instructeur de plein air, moniteur de ski ou guide de montagne pour les maîtres ayant été admis au certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (examen probatoire).

Brevet d'éducation physique et sportive militaire délivré en 1946, 1947 et 1948 aux officiers titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur ayant accompli une année d'études à l'école normale supérieure d'éducation physique et figurant sur la liste retenue par les membres de la commission.

Diplôme d'instructeur d'entraînement physique militaire délivré de 1946 à 1950 pour les officiers titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur, sous réserve qu'ils soient retenus par la commission après avoir effectué une année d'études à l'école normale supérieure d'éducation physique avant septembre 1966.

Brevet de cadre de maîtrise d'éducation physique et sports pour les officiers d'entraînement physique militaire de l'armée de l'air titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur.

CATÉGORIE II

Brevet d'instructeur spécialisé d'entraînement physique dans le corps des sapeurs-pompiers (degré supérieur).

Certificat délivré après l'examen de recrutement des professeurs suppléants de la ville de Paris (professeur délégué).

Brevet d'éducation physique et sportive militaire délivré en 1946, 1947 et 1948 aux officiers non titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur ayant accompli une année d'études à l'école normale supérieure d'éducation physique et figurant sur la liste retenue par les membres de la commission.

Diplôme d'instructeur d'entraînement physique militaire délivré de 1946 à 1950 pour les officiers titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur.

Brevet de cadre de maîtrise d'éducation physique et sports pour les officiers d'entraînement physique militaire de l'armée de l'air non titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur.

CATÉGORIE III

Brevet d'éducation physique et sportive militaire délivré en 1946, 1947 et 1948 aux officiers ne possédant pas de titre universitaire, ayant accompli une année d'études à l'école normale supérieure d'éducation physique et figurant sur la liste retenue par les membres de la commission.

Diplôme d'instructeur d'entraînement physique militaire délivré de 1946 à 1950 pour les officiers ne possédant pas de titre universitaire.

Art. 2. — Les recteurs d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mars 1964.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Le directeur du cabinet,
OLIVIER PHILIP.

Docteurs « honoris causa ».

Par arrêté du 23 avril 1964, est approuvée la délibération du 17 janvier 1964 du conseil de l'université de Rennes conférant le titre de docteur *honoris causa* à M. le professeur Erick Burck, de l'université de Kiel.

Par arrêté du 23 avril 1964, est approuvée la délibération en date du 12 février 1963 du conseil de l'université de Nancy conférant le titre de docteur *honoris causa* aux personnalités suivantes :

M. Herman Jahrreiss, professeur de droit à l'université de Cologne, président honoraire de la conférence des recteurs des universités allemandes.

M. Roberto Ago, professeur de droit international à l'université de Rome, vice-président de la commission du droit international des Nations Unies, président du tribunal d'arbitrage franco-allemand pour la Sarre.

M. Kinzel, membre de l'académie des sciences de Washington, président de l'Union Carbide.

M. Goldfinger, professeur de chimie physique à la faculté des sciences de l'université libre de Bruxelles.

Par arrêté du 23 avril 1964, est approuvée la délibération en date du 13 mars 1964 du conseil de l'université de Montpellier conférant le titre de docteur *honoris causa* à M. le professeur Font (Rius), doyen de la faculté de droit de Barcelone.

Liste des candidats

admis à prendre part au concours d'agrégation de pharmacie de 1964.

Par arrêté du 16 mai 1964, sont admis à prendre part au concours d'agrégation de pharmacie ouvert en 1964 les candidats dont les noms suivent :

1 ^{re} section. — SCIENCES PHYSIQUES	M ^{lles} Gaillard (Ginette). Garot (Nadine). MM. Jung (Louis). Massard (Raphaël). Vrignaud (Claude).
Sous-section A. <i>Chimie analytique et bromatologie.</i>	Sous-section C. <i>Pharmacie chimique.</i>
MM. Guernet (Michel). Laroche (Jacques). Pellerin (Fernand).	MM. Delacoux (Edouard). Devau (Guy).
<i>Chimie minérale et minéralogie.</i> M. Arnoux (André). M ^{lle} Chatonier (Denise). MM. Lapp (Charles). Martin (Jean).	M ^{me} Erb (Françoise). MM. Gouezo (Fernand). Jung (Louis). Lacroix (Roger). Laroche (Jacques). Panouse (Jacques). Tron (Henri). Warolin (Christian).
<i>Chimie organique.</i>	2 ^e section. — SCIENCES NATURELLES
MM. Bertrand (Paul). Combet-Farnoux (Claude). Duchon d'Engenières (Michel). Huet (Jean). Panouse (Jacques). Pellerin (Fernand). Raby (Claude). Vo Van Luu. Vermuth (Camille).	Sous-section D. <i>Botanique.</i> MM. Guignard (Jean-Louis). Regli (Patrick). M ^{lle} Rousseau (Jacqueline).
Sous-section B. <i>Physique.</i>	<i>Matière médicale.</i> M. Cave (André). M ^{lle} Pinkas (Madeleine). M. Puisieux (Francis).
MM. Bizollon (Charles). Bontoux (Jean). Bouget (Hervé). Crevat (Aimé). Didry (Jean). Fondarai (Joseph).	Sous-section E. <i>Microbiologie.</i> MM. Bastide (Jean-Marie). Leclerc (Henri). Michel (Georges).

Sous-section F.

Pharmacodynamie.

M. Boulu (Roger).
M^{lle} Desplaces (Andrée).
M. Lanza (Maurice).
M^{lle} Laroche (Marie-Jeanne).
MM. Roquebert (Jacques).
Trebaul (Louis).
Welin (Lucien).
Wepierre (Jacques).

Sous-section F.

Zoologie.

MM. Binet (Pierre).
Gayrel (Pierre).
Tran Ba Loc.
Tranvanky.

Physiologie.

MM. Boulu (Roger).
Gounelle (Jean-Claude).
M^{lle} Prelot (Monique).

Sous-section G.

Pharmacie galénique.

M. Aumonier (Pierre).
M^{me} Garnier (Janine).
MM. Levy (Jean).
Mathis (Claude).
M^{lle} Pinkas (Madeleine).
MM. Plat (Michel).
Puech (André).

M^{me} de Roeck (Yannick).
MM. Rollet (Michel).
Rouffiac (Robert).
Stahl (André).

3^e section. — SCIENCES APPLIQUÉES

Sous-section H.

Chimie biologique.

MM. Benaim (Michel).
Dirheimer (Guy).
Josselin (Jacques).
Perles (Roland).
Reynaud (Jacques).
M^{lle} Solere (Maryse).
MM. Soula (Georges).
Stahl (André).

Sous-section I.

Toxicologie.

MM. Boiteau (Henri).
Claude (Jean-Roger).
Festy (Bernard).
Gosse (Charles).
Le Pecq (Jean-Bernard).
Le Talaer (Jean-Yves).
Poey (Jacques).
Riou (Guy).

Législation et déontologie pharmaceutique.

M^{me} Plat (Monique).

MINISTRE DE L'INDUSTRIE

Administration centrale.

Par arrêté du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, du ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de l'industrie en date du 13 mai 1964, M. Citron (Victor), secrétaire d'archives et de comptabilité de la chambre mixte du Sud tunisien, est reclassé, à compter du 1^{er} octobre 1957, dans le cadre provisoire des agents supérieurs du ministère de l'industrie.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Valeur du point pour le calcul de la retraite d'assurance vieillesse agricole des personnes non salariées.

Le ministre de l'agriculture et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 1121 du code rural ;

Vu le décret n° 55-1174 du 31 août 1955 portant règlement d'administration publique pour déterminer les coefficients applicables au calcul de la retraite d'assurance vieillesse agricole des personnes non salariées ;

Vu le décret n° 63-921 du 6 septembre 1963 fixant le taux de divers avantages de vieillesse et d'invalidité ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 1962 fixant la valeur du point prévue pour le calcul de la retraite complémentaire d'assurance vieillesse agricole des personnes non salariées,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — La valeur du point prévu au décret du 31 août 1955 susvisé pour le calcul de la retraite complémentaire d'assurance vieillesse agricole des personnes non salariées est fixée à 1 F.

Art. 2. — Le présent arrêté prend effet du 1^{er} juillet 1963. Toutefois, à titre transitoire et jusqu'au 1^{er} janvier 1964, les dispositions de l'arrêté du 18 octobre 1962 susvisé restent applicables en ce qui concerne les bénéficiaires âgés de moins de soixante-quinze ans.